

N° 2017.21.12.314

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARBON-BLANC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2211-1, L2212-1 et L2213-1 à 5 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R414-14, R411-25 à 28 et R411-1 à 9 ;

Vu la circulaire n°86-230 du Ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de Police par le Maire, le Président du Conseil Général et le représentant de l'Etat dans le département en matière de circulation routière ;

Vu le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

Considérant les travaux de réfection des trottoirs et raccordement accès riverains (DVL) 51 avenue François Mitterrand à Carbon-Blanc, chez Monsieur DUMONTET, réalisés par l'entreprise EIFFAGE, pour le compte de Bordeaux Métropole, 1^{er} CGEP ;

Considérant la demande de prolongation de l'arrêté n°2017.20.10.259 par Bordeaux Métropole ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'arrêté n°2017.20.10.259 est prolongé jusqu'au 20 février 2018.

ARTICLE 1er : L'entreprise EIFFAGE est autorisée à effectuer les travaux de réfection des trottoirs et raccordement accès riverains (DVL) 51 avenue François Mitterrand à Carbon-Blanc.

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit au droit des travaux.

ARTICLE 3 : La circulation sera alternée par demi-chaussée au droit des travaux.

ARTICLE 4:

- Monsieur le Brigadier Chef Principal de la Police Municipale de Carbon-Blanc
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Carbon-Blanc
- Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
- L'entreprise EIFFAGE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CARBON-BLANC, le 21 décembre 2017

P°/ Alain TURBY,



Maire de Carbon-Blanc,
Conseiller métropolitain
Délégué à la métropole numérique.